

La Mondialisation et ses effets dans les PECO au niveau de l'emploi et de la répartition

Michel Audousset ¹

1. La mondialisation

La mondialisation, mot très en vogue aujourd'hui, pourrait très bien débiter lors de la découverte du Nouveau Monde (1492) ou lors de l'établissement de la route de la soie entre l'Europe et l'Asie; en fait un choix arbitraire l'a fait commencer en 1989.

Déjà Fernand Braudel parlait de l'«économie-monde» tandis que Marshall Mc Luhan utilisait l'expression «village planétaire». Certains aujourd'hui pour éviter certaines confusions distinguent le mondialisme phénomène ayant des racines anciennes à la mondialisation processus d'expansion du mondialisme, actuellement comme par le passé.

La mondialisation qui irradie la politique, l'économie, la vie quotidienne, etc., est par contre un phénomène très récent (c'est la globalisation) facilité notamment par la révolution de l'informatique notamment l'invention du world wide web en 1989, la chute du mur de Berlin, la libéralisation des mouvements de capitaux dans l'Union Européenne.

La mondialisation ne peut donc se limiter à l'ouverture des frontières (le monde était aussi mondialisé à ce niveau en 1913 qu'à notre époque) ou aux IDE (les sorties nettes de capitaux de Grande Bretagne étaient de 5 % du PIB pendant les 40 ans qui ont précédé 1914 contre 2 à 3 % au Japon lors des 10 dernières années).

¹ Université Paris XI, France.

La mondialisation c'est le rapprochement des sociétés pour des raisons technologiques (connexion des entreprises et des marchés, télévision par satellite, internet...)

L'impact mondial de la crise financière qui a commencé en juillet 1997 en Thaïlande illustre bien l'étendue et la rapidité de ces interconnexions entre les divers réseaux.

La mondialisation c'est aussi le basculement d'une bonne partie de la planète dans l'économie de marché et le triomphe du libéralisme.

2. L'OMC et les IDE

Depuis le GATT créé en 1947 (accord général sur le commerce et les tarifs) diverses négociations vont aboutir en 1994 à la création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Marrakech par 125 pays.

La dernière réunion de l'OMC a eu lieu à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999 et a réuni les 135 Etats membres. Les pays se sont engagés à libéraliser l'agriculture et les services et à prendre quelques règles dans les domaines de l'environnement, du social et de la santé. Parallèlement et cela pour la première fois les anti-OMC se sont réunis contre la mondialisation et le libéralisme, certains préconisant une taxe sur les mouvements des capitaux de l'ordre de 0,01 % (dite taxe Tobin). Cette taxe sur les transactions à court terme permettrait de limiter les flux les plus spéculatifs et de financer l'aide au développement. De même le projet de l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement) négocié dans le cadre de l'OCDE permettrait la non discrimination des investisseurs étrangers en créant ainsi des droits mondiaux pour les entreprises. Nous allons à présent nous limiter aux PECO en observant la mondialisation à travers les IDE et le commerce extérieur. Nous verrons ensuite les effets de cette mondialisation sur l'emploi, les salaires et d'une façon plus générale sur la répartition.

1.1. Les IDE dans les PECO et les pays de la CEI

LEUR IMPORTANCE

Le début de la transition est marqué par une baisse du PIB et de la part du PIB consacrée à l'investissement. La reprise de l'investissement n'apparaît qu'à partir de 1992 et est due en partie à l'investissement étranger qui représente 2,5 % du PIB des PECO en 1995 selon la Banque Mondiale. Les IDE se sont élevés à 35 694 millions de dollars entre 1990 et 1995 et sont passés à 99 186 millions de dollars pour la période 1996-2000. Les PECO, épargnés par la crise, sont restés attractifs en 1998, par contre en Russie les IDE ont été divisés par 3 pour la même année. Ces IDE se répartissent entre les PECO essentiellement selon l'avancement de leurs réformes à l'exception de la Pologne qui, tout en possédant le plus grand marché, en attire moins. Si l'on considère le ratio investissement étranger par habitant pour 1995, la Hongrie avec 1087 dollars est au 6^e rang mondial, la Tchéquie (549 dollars), l'Estonie (400\$), la Slovénie (261\$), la Slovaquie figurent parmi les 20 premiers aux côtés de l'Espagne et du Portugal suivis par la Pologne (165\$).

La Russie (30\$) et l'Ukraine (11\$) restent parmi les pays où l'investissement étranger reste marginal et concentré essentiellement dans le domaine de l'exportation des matières premières (pétrole, gaz...). Ces chiffres peuvent paraître importants mais ils sont à relativiser. L'essentiel des flux qui ont été multipliés par 6 entre 1985 et 1996 (60 à 349 milliards de dollars) concernent les pays développés, 75 % des investissements internationaux ont été réalisés, en 1998, dans les pays développés. Près de 2/3 des capitaux investis aux EU en 1998 provenaient de l'Europe tandis que 55 % des investissements américains allaient vers l'Union Européenne; l'Europe Centrale perdait quant à elle 3,6 % par rapport à 1997. L'UE devient le 1^{er} exportateur de capitaux (386 milliards de dollars) devant les EU (133) chiffres du rapport de la CNUCED 1999. La part des IDE dans les pays en développement a baissé (25 % en 1998) et ils profitent surtout à quelques pays: Chine, Mexique, Brésil, Argentine, Chili.

Les FMN (firmes multinationales) de la zone Japon Asie -Pacifique investissent également dans les PECO (Daewo, Hyundai...).

Parmi les principaux investisseurs dans les PECO l'Allemagne joue un rôle non négligeable: à la première place en Hongrie (29 %), en Tchéquie (30 %) et derrière les Etats-Unis en Pologne (10 %). La part des pays de l'UE dans les IDE est importante: 58,9 % en Tchéquie, 56,5 % en Hongrie et 36,5 % en Pologne.

Souvent la plus grande partie de ces IDE porte sur quelques gros projets industriels (automobile, télécommunication, hydrocarbure..) dans un nombre réduit de pays, retenus, en fonction de facteurs d'attraction et de dissuasion.

LA LOGIQUE DES IDE

Les IDE sont perçus par les gouvernements de ces pays comme un moyen indispensable pour accélérer le processus d'ajustement de leurs entreprises et faciliter la réintégration de leurs économies dans l'économie mondiale.

En conséquence, ces pays ont pris les mesures qui s'imposaient pour faciliter la venue des capitaux (réduction des barrières à l'entrée et des coûts de transaction, fiscalité favorable...), même si certains Etats ont souhaité limiter leur rôle dans un premier temps (sentiment nationaliste).

Les comportements ont pu être différents selon les pays, il y a eu:

- les pays qui souhaitaient des IDE dès le départ. La Hongrie comme la Pologne ont fait appel à eux pour réaliser leurs privatisations.
- les pays qui ont opéré certaines réformes nécessaires et qui se sentent un peu délaissés. La Roumanie a ce sentiment d'autant plus qu'elle a subi un préjudice suite à l'embargo imposé en Irak et en Yougoslavie qu'elle estime à 10 milliards de \$.
- les pays qui en voulaient un peu mais qui espéraient avant tout développer un capitalisme populaire par les privatisations. La Tchéquie a pris conscience maintenant qu'elle ne pouvait revitaliser ses entreprises notamment celles des secteurs stratégiques sans IDE tout en les craignant.

- les pays qui en souhaitent, tout en se méfiant du capital étranger, et qui n'ont pas encore réalisé suffisamment de changements ni mis en place un pouvoir stable (jusqu'à l'élection du Président Poutine) et crédible, c'est le cas des pays de la CEI. La Russie en attendant que les IDE soient en mesure d'exploiter ses richesses naturelles et industrielles passe des accords (APP loi sur les accords de partage de la production qui a connu des amendements jusqu'au 9.12.98 sur les quotas) pour l'exploitation de ses réserves d'hydrocarbures et semble même contrainte à accepter des accords avec des sociétés étrangères pour ouvrir ses frontières aux déchets nucléaires lorsque qu'aucune centrale nucléaire ne dispose d'installations en état de marche pour le retraitement et le stockage de ceux ci.

Pour les FMN (firmes multinationales) les changements survenus dans les PECO et les CEI ont créé un nouvel espace pour redéployer leurs activités. Elles peuvent développer à présent leurs stratégies dans un environnement encore plus ouvert. Elles disposent d'un pouvoir de négociation avec ces gouvernements d'autant plus fort qu'elles peuvent choisir le lieu de leur délocalisation. Leur mondialisation commerciale et financière s'appuie avant tout sur la mondialisation de la production. Le savoir-faire industriel franchit les diverses frontières. Des accords interentreprises se réalisent entraînant «un jeu complexe et instable d'alliances concurrentes avec leurs partenaires au sein de cartels mondiaux ou régionaux».

Les PECO comme la plupart des pays ont fait le choix de cette ouverture financière couplée d'une acceptation des IDE pour leur développement industriel.

Généralement ces FMN s'installent dans les secteurs les plus attractifs comme ceux de l'industrie manufacturière (alimentation, mécanique, chimique), de l'industrie automobile ou encore des communications, des services financiers. Leur implantation peut parfois s'accompagner d'une menace pour les suivants (les premiers bénéficiant d'une rente de position). Les entreprises suiveuses ne peuvent alors pénétrer dans le pays qu'en menant une stratégie de baisse des prix (RENAULT en Pologne et en Hongrie).

Certains IDE concernent les franchises (la mise de fonds reste alors modeste), d'autres permettent d'attendre des accords comme celui du 9.04.98 à Moscou sur le partage des réserves de la mer Caspienne (ex: hydrocarbures en CEI- alliances de SHELL avec GAZPROM - de BP avec UNEXIM). Il y en a même qui vont à l'encontre des intérêts des firmes de ces pays (GM a acheté TUNSGRAM en Hongrie - concurrent au coût de production inférieur - au niveau des ampoules électriques - SCHLUMBERGER a acquis GANZ ARAM-MERO son concurrent au niveau des compteurs électriques). Des IDE peuvent aussi entraîner la fermeture pure et simple d'entreprises.

Pour les pays européens et tout particulièrement pour l'Allemagne et l'Autriche il s'agit:

- à court terme de trouver dans une *zone géographique proche*, de nouveaux sites de fabrication à la fois *compétitifs* et disposant d'une *main-d'œuvre qualifiée* pour leurs productions à contenu élevé en travail. Ainsi par exemple la production offshore des firmes allemande installées dans les PECO est majoritairement exportée vers l'Allemagne ou vers des pays tiers.
- à moyen terme les firmes destinent l'essentiel de leur production réalisée au *marché des PECO*.

La France quant à elle investit essentiellement pour y conquérir des *nouveaux marchés* en faisant le pari que la demande sera bientôt solvable.

La présence des Etats-Unis dans les PECO, même si elle n'est pas prioritaire, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie offensive visant à prendre pied sur des marchés nouveaux en voie de stabilisation, tête de pont pour l'Europe de l'Est aujourd'hui et demain pour l'ensemble du marché européen.

Au fil de ces dernières années on constate que l'avantage comparatif pour les industries de main-d'œuvre s'amenuise dans le temps, comme le fait remarquer un rapport du BIT «c'est dans les pays développés que les coûts de main-d'œuvre dans l'industrie ont progressé le moins rapidement et dans les pays émergents qu'ils se sont le plus accrus». Les salaires ont augmenté dans la plupart des PECO même si cette évolution doit être atténuée par les variations de

change. Ainsi on constate au niveau des échanges que la part des produits à main-d'œuvre importante pour lesquels les PECO ont un avantage comparatif a tendance à baisser au profit de la part des produits plus diversifiés privilégiant les flux croisés inter-branches. Cette évolution des échanges permet aux PECO de faire émerger de nouvelles industries grâce aux transferts de technologie des pays industrialisés.

1.2. L'apport des IDE et du commerce extérieur dans les PECO

Au niveau économique les IDE ont un rôle non négligeable sur l'investissement global comme nous venons de le voir y compris sur la balance des paiements. Ils permettent:

- un rattrapage économique (la Pologne a aujourd'hui un niveau d'activité supérieur à celui qu'elle avait en 1990). La croissance économique permettra à ces pays de mettre en place progressivement les institutions sociales nécessaires à la réalisation de leur consensus social.
- une augmentation des échanges extérieurs due aussi à l'expérience internationale des entreprises étrangères.
- une évolution de ces échanges vers des spécialisations qui privilégient les flux croisés inter-branches.
- un apport de technologie lié aux flux croisés inter-branches.

Toutefois les PECO ont dû, pour les obtenir, accorder des avantages fiscaux et financer de nouvelles infrastructures réclamées par les investisseurs étrangers. Par exemple G. Kleisterlee, de la division Composants de Philips, a obtenu 10 ans d'exonération de l'impôt sur les sociétés et 43,7 millions de dollars de subvention pour le développement du site et la formation en Tchéquie.

Les IDE européens représentent plus de 50 % des investissements étrangers, leur importance a favorisé une croissance économique même si pour la plupart de ces pays la production est restée inférieure à ce qu'elle était avant la transi-

tion, pas forcément liée aux besoins des populations, mais indispensable pour leur intégration dans l'UE.

La part des Etats-Unis (près de 25 % des IDE) reste très importante dans cette zone.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PECO

L'approche traditionnelle du commerce international, fondée sur le principe des avantages comparatifs, montre qu'il est dans l'intérêt de chaque pays de supprimer ses propres barrières aux échanges; le commerce international participant ainsi à l'approfondissement de la spécialisation de chacun des coéchangistes.

Avant la transition l'essentiel des flux commerciaux se faisaient au sein du COMECON.

Aujourd'hui la moitié des flux commerciaux de l'Europe centrale a pour origine ou destination l'UE, des accords d'association ont été signés entre l'U.E. et certains PECO (entre mars 92 et février 94) ayant pour objectif de mettre en place une libéralisation progressive des échanges. Ces accords de libéralisation asymétrique du commerce en faveur des PECO, ces derniers ont toutefois un déficit important (16,5 milliards d'ECU en 1996). Cela est dû en partie au fait que les entreprises étrangères des PECO continuent d'importer l'essentiel de leurs biens d'équipement.

Si bien qu'aujourd'hui les PECO candidats à l'Union Européenne se trouvent confrontés au *dilemme entre croissance et stabilité*; le retard au niveau de leur développement empêche encore leur intégration (d'autant plus que la faible croissance enregistrée en 1999 n'a pas contribué à réduire l'écart avec les pays de l'UE) et le non respect des critères de Maastricht retarde leur adhésion. Le rythme soutenu de la croissance a tendance aujourd'hui à être ralenti pour réduire les déséquilibres qu'il entraîne (inflation, solde budgétaire, solde de la balance commerciale...) et au niveau du commerce international une contraction en 1999 puisque les exportations diminuaient de 3 % et les importations de

10 % par rapport à 1998 tandis que le volume des exportations mondiales augmentait de 4,5 %.

Toutefois le commerce de marchandises des PECO dont la croissance s'était fortement ralentie, a continué d'afficher une croissance réelle positive en 1999 avant de faire un bond en 2000.

L'agriculture pose un problème particulier car les produits agricoles constituent une part non négligeable de l'économie de ces pays: d'une part à cause de la non libéralisation des produits agricoles au niveau mondial et d'autre part aux difficultés rencontrées pour l'extension de la PAC (Politique Agricole Commune) aux pays retenus (problèmes de son financement et des flux d'échanges agricoles dans le nouvel ensemble); cela ne pouvant se réaliser qu'au détriment des pays de l'actuelle U.E.

2. L'emploi et la répartition

Généralement nous pensons que la libéralisation des échanges et les IDE creusent les écarts économiques entre les pays industriels et les autres, qu'ils entraînent des effets nocifs sur l'emploi, les salaires des travailleurs peu qualifiés, les conditions de travail dans les pays industriels et qu'ils permettent une augmentation de la main d'œuvre non qualifiée dans les autres pays due aux transferts de production manufacturière. Selon les théoriciens du commerce international les gains d'emplois dans les pays en développement seraient supérieurs aux pertes d'emplois dans le monde industrialisés. Ainsi la mondialisation permettrait un accroissement du bien-être mondial, et les pays industrialisés parviendraient à créer peu à peu de nouveaux emplois pour les travailleurs non qualifiés et les qualifieraient au fur et à mesure de la demande exprimée dans ce sens. D'autres pensent que les différences du prix du travail qualifié et non qualifié dans les pays industriels est du avant tout à l'évolution technologique autonome. Quant à nous, nous nous limiterons notre étude à l'emploi et aux salaires dans les PECO en essayant de dégager les effets de la mondialisation sur eux.

2.1. L'emploi

Il est difficile de mesurer l'impact de la mondialisation (notamment au niveau des IDE et du commerce extérieur) car, le passage d'une économie de plein emploi garantissant le plein emploi à une économie de marché, a entraîné la destruction de nombreux emplois et la baisse des salaires réels; cela devrait se poursuivre avec la privatisation des entreprises stratégiques. Aujourd'hui la situation de l'emploi reste préoccupante avec un taux de chômage déclaré de près de 10 %, chiffre peut être sous estimé du fait qu'un certain nombre de chômeurs se sont placés hors du marché du travail n'espérant plus trouver un emploi. Toutefois, ces dernières années, il semble que le taux de chômage tende à se stabiliser voire diminuer dans certains PECO et que les salaires réels des industries manufacturières tendent à augmenter, est ce là une conséquence ou non de la mondialisation?

Les conditions d'emploi dans les PECO (main d'œuvre qualifiée, faible niveau de rémunération) ont pu attirer les IDE dans une première période (1993-97) mais elles n'ont pas été déterminantes, d'autres facteurs ont joué et ont un rôle de plus en plus important.

Les potentialités au niveau de la recherche et du développement, des infrastructures, la mise en place des réformes législatives nécessaires à l'économie de marché, la stabilité macro-économique, les incitations financières, la proximité régionale et culturelle, les perspectives d'entrée dans l'Union Européenne...

Les IDE ont eu à la fois des effets positifs (création d'emplois) et négatifs (destruction d'emplois). Mais comme dit Maria Niculescu «ce n'est pas l'emploi direct gagné ou perdu ... qui est important, ce sont les emplois induits par cette dynamique.»

En fait la création ou la destruction d'emplois dépendent du *type d'investissement*.

Les IDE de privatisations qui ont été les plus nombreux et ont entraîné des réductions d'emplois significatives dues aux restructurations nécessaires tout en pouvant permettre des créations d'emplois en amont et en aval grâce à l'essai-mage.

Les créations ex nihilo au contraire permettent des créations d'emplois immédiates et peuvent en induire d'autres. Le gain est net si les produits réalisés sont absents du marché intérieur ou destinés au commerce extérieur, le gain est moindre si les produits viennent en concurrence avec d'autres produits locaux mettant ainsi en difficulté des entreprises amenées parfois à licencier une partie de leur personnel.

On constate selon *la taille des entreprises* des résultats différents:

- des créations dans les micro (1 à 9 salariés) et petites entreprises (10 à 49 salariés).
- des destructions importantes dans les grandes entreprises (+200 salariés) dues aux restructurations et qui devraient encore se poursuivre avec les privatisations des groupes les moins rentables, c'est le résultat de l'ajustement des emplois aux besoins de l'entreprise.
- un relatif maintien des effectifs dans les moyennes entreprises (49 à 200 salariés), celles ci s'adaptent progressivement à la mondialisation en se spécialisant et en ayant une meilleure productivité.

Les IDE jouent aussi un *rôle indirect sur l'emploi* dans la mesure où ils favorisent par les salaires distribués – supérieurs à ceux des entreprises publiques – la consommation des ménages ce qui favorise d'une certaine façon la croissance économique et donc l'emploi.

Au cours de la première décennie l'effet négatif a prédominé du fait de l'importance des IDE dans les privatisations, cela devrait être encore le cas pendant quelques années du fait de la privatisation de grandes entreprises encore moins rentables, puis l'effet devrait s'inverser et être positif; le rôle des IDE étant renforcé par le commerce international (les PECO exportant de plus en plus de produits manufacturés).

2.2. Les salaires et la répartition

La transition a naturellement provoqué une fracture sociale particulièrement grave puisque de nombreux travailleurs se sont retrouvés sans emploi et cela sans aucune protection sociale.

En Russie, par exemple, le PIB à prix constants est passé de 100 en 1991 à 60,6 en 1998 et n'a commencé à augmenter qu'en 1999 en atteignant 62,5. Les PECO, la Slovénie, l'Estonie ont su tirer profit de leur voisinage avec les nations occidentales. D'après l'édition 2000 du tableau de bord des PECO établi par le CERI «les PECO poursuivent leur mutation et leur croissance, notamment sous l'influence des firmes multinationales, en tirant parti des coûts avantageux du travail et des progrès de productivité potentiels». Ainsi la Pologne, la Slovénie, la Hongrie auront dépassé en 2000 leur niveau de 1989 respectivement de 28 %, 14 % et 5 %. La Tchéquie approche et la Slovaquie dépasse légèrement leur niveau de 1989 par contre le décrochage subsiste pour la Bulgarie (30 %) et la Roumanie (20 %).

Le principal moteur de cette croissance est attribué aux exportations selon les études du CERI.

Cette croissance ne doit pas cacher les effets déséquilibrants renforçant ceux dus à la transition. Les salaires versés par les entreprises contrôlées par les IDE sont généralement plus élevés et augmentent plus vite que ceux versés dans les entreprises nationales cela est dû en partie à la meilleure productivité du travail. Ainsi l'ensemble de ces pays se trouvent confrontés à des inégalités de plus en plus criantes: disparités entre ceux qui ont un emploi et les autres, entre les salariés au niveau des revenus, entre les entreprises privées et les autres, entre les activités novatrices ou régressives, entre les régions offrant plus ou moins de travail qualifié ou plus ou moins accessibles, entre les PECO selon l'état des réformes accomplies... ces disparités viennent renforcer celles dues à la transition. Le rapport souligne que «ces pays restent exposés à de forts risques politiques et que leurs dirigeants pourraient être obligés de se préoccuper davantage de la qualité et de la quantité des emplois, de la redistribution des richesses et de

la qualité de la protection sociale, sans se fier aveuglément aux mécanismes du marché».

Mettre en place une protection sociale, qui s'avère nécessaire, est politiquement difficile. Les Etats s'en sont peu préoccupés parce qu'ils avaient avant tout le désir de mettre en place la transition au niveau économique et qu'ils n'avaient ni les ressources budgétaires adéquates, ni le savoir-faire indispensable. Ils sont aujourd'hui acculés à régler une fracture sociale particulièrement grave dans une période d'austérité budgétaire.

Cette pauvreté se traduit dans la CEI par une baisse de la natalité (de 14,7 à 9,5), de l'espérance de vie (69 à 58 pour les hommes) entre 1990 et 1997, un nombre important d'avortements (2,6 millions pour 1,3 million de naissances en 1996) la réapparition de maladies comme la tuberculose et parfois même du taux de la scolarisation (une baisse de 8 % en Russie). Les Etats doivent donc rechercher un nouveau consensus social. Andreff constate que «si le consensus semble solide en ce qui concerne la rupture avec l'ancien régime, le consensus social au sujet du point d'aboutissement de la transition est beaucoup moins net (fractures dans le consensus social), d'autant plus que la transition est forcément un processus inégalitaire et conflictuel puisqu'il est avant tout un processus de redistribution rapide, et parfois forcé, des revenus, des patrimoines, des droits de propriété, des privilèges, des emplois, des statuts et des pouvoirs. Son premier résultat est de concentrer les avantages sur une minorité de gagnants de la transition et de diffuser les coûts sur une majorité de perdants, au moins dans les premières étapes de la transition. La difficulté est alors de faire accepter aux perdants les lourds sacrifices contre la promesse des lendemains qui chantent, cette fois-ci d'une économie de marché pleinement constituée et efficace».

Les Etats ont cru tout d'abord que le libre jeu du marché suffisait à régler à la fois les problèmes de production et celui de la répartition des ressources (entre consommation et investissement comme entre actifs et inactifs). De même au plan politique les Etats ont cru que la libre expression des citoyens était garante de la régulation sociale sans prendre conscience qu'un nouveau contrat social s'imposait (nécessité d'obtenir un consensus sur le coût social de la réforme entreprise). Devant la pauvreté, le chômage, la dégradation du système de santé

et de formation, les pays ont du mettre en place, quand cela était possible, un certain nombre de structures indispensables.

Cette nouvelle protection se doit à la fois de:

- gérer l'urgence: dispositifs permettant de faire face au chômage et à la paupérisation de couches entières de la population,
- réformer le système traditionnel afin de le rendre compatible avec les mécanismes de l'économie de marché,
- permettre à chacun de connaître le coût social du changement (les droits sociaux n'étant plus octroyés par un Etat tout-puissant) et d'en accepter le coût.

Si certains PECO sont en mesure de mettre en place de telles politiques sociales, ceux de la CEI éprouvent d'énormes difficultés à les mettre en place dans la mesure où ils ne peuvent cibler les habitants qui en ont réellement besoin (revenus occultes) et surtout avoir les ressources nécessaires (revenus échappant à l'impôt).

Une telle politique sociale nécessite une forte croissance économique.

Conclusion

Les IDE représentent un enjeu majeur pour les pays des PECO et CEI . Ils sont donc le relais indispensable à l'investissement national. Leur entrée est une condition nécessaire à un financement stable de leur balance de paiements, tout en permettant à ces pays de poursuivre les réformes structurelles nécessaires à l'économie de marché et à la mise en place de nouvelles protections sociales garantissant un consensus social nécessaire à la croissance économique.

Les échanges commerciaux se sont fortement développés entre l'UE et les PECO, l'Allemagne y joue un rôle prépondérant puisque ses échanges avec les PECO représentent actuellement 80 % du commerce franco-allemand. La part de l'Allemagne représentant 49,5 % des échanges, celle de la France n'étant que

de 8,5 %, loin derrière l'Italie (17,2 %). Ces échanges comme les IDE devraient à long terme permettre l'élargissement de l'U.E. Cette Europe élargie, gage de prospérité pour les pays membres, sera certainement amenée à jouer un rôle croissant sur la scène politique internationale. Si les IDE et les échanges extérieurs ont contribué assurément à la création d'emplois ces toutes dernières années, ils ont en même temps renforcé, directement ou indirectement des disparités et des inégalités sociales que ces pays ne sont pas en mesure de juguler actuellement faute de moyens financiers, de savoir-faire ou encore de volonté.

Bibliographie

- ALCABAS Anne Marie, BOURCIEU Edouard, VALERSTEINAS Bruno, «Les nouvelles formes de l'IDE», Les notes bleues de Bercy – Problèmes économiques, 12.04.00, n° 2660
- ANDREFF Wladimir, «Le contrôle des entreprises privées dans les économies en transition. Une approche théorique», Revue Economique, Vol. 46, n° 3, 1995
- ANDREFF Wladimir, «La crise des économies socialistes», PUG, 1993
- ATTALI Jacques, «Le cycle du Millénaire est mort avant de naître», Le Monde, 8.12.99
- AUDOUSSET Michel, «Les IDE et l'interpénétration économique entre l'U.E. et les pays de l'Europe de l'Est», ICCEES Congress, 01.08.00
- Banque Mondiale, «Pays d'Europe Centrale et Orientale et ex-URSS – Transition: état des lieux», De l'économie planifiée à l'économie de marché, 1996
- BLANCHARD Olivier, «Le rôle des chocs externes et des institutions dans le chômage en Europe», Bulletin du FMI, 27.11.2000
- BELLON Bertrand et GOUIA Ridha, «Investissements Directs Etrangers», Economica, janvier 1998.
- BLAHA Jaroslav, «L'industrie automobile en Europe centrale», Le courrier des pays de l'Est, n° 433, octobre 1998 – la documentation française.
- CHAVIGNY Régis, «Les perspectives d'intégration des PECO dans l'UE : analyse à partir de la spécialisation acquise des économies en transition», Revue d'études comparatives Est-Ouest, décembre 1996
- CNUCED, «World investment Report 1999»
- Conseil Economique et Social, rapport, «L'élargissement de l'UE et ses conséquences pour l'économie française», mars 1997
- DARRACQ Francine, «IDE et emploi dans les PECO», juin 1999

- DELOUX Ludvine, TISSIEZ Laurence, «Interaction des politiques budgétaires nationales au sein de l'UE et conséquences de l'élargissement à l'est», mai 1999
- ETIENNE Gilbert, «Mondialisation et retour de la confusion dans les relations Nord-Sud», *Le Monde*, 10.04.2001
- FABRY Nathalie et DIJKSMAN-VALENTIN Laurence, «Rôle des IDE allemands dans les PECO», *Revue d'études comparative Est-Ouest*, 1997
- FUKUYAMA Francis, «La gauche ingrate contre l'OMC», *Le Monde*, 8.12.99
- GHOSE Ajit K., «La libéralisation des échanges, l'emploi et les inégalités dans le monde», *BIT* 2000
- GUERRAUI Driss et RICHET Xavier, «Investissements Directs Etrangers», *L'Harmattan*, 1995
- HENRIOT Alain, «Les enjeux de l'élargissement de l'UE», *CCI de Paris*, 1998
- KOUZNETSOV Victor, «Un point de vue sur la privatisation en Russie», éd. Delorme 1996
- LABARONNE Daniel, «Bilan des privatisations», *Le courrier des pays de l'Est*, novembre 1999, n° 444
- LE FLEM Laurent, «Restructurer les entreprises avant de les privatiser», *Le Figaro*, 04.04.1996
- LOCATELLI Catherine, «les groupes pétroliers russes», *Le courrier des pays de l'Est*, n° 430, juin 1998, la documentation française.
- LOMBART Laurence et TRESMONTANT Raphaël, «Réinventer la protection sociale en Europe de l'Est», *Futuribles*, juillet-août 1993
- MARTI Serge, «Les pays de l'Est ont su tirer profit de leur voisinage avec les nations occidentales», *Le Monde*, 19.12.2000
- MEUNIER Nicolas, «L'Europe de l'Est suspendue à la confiance des capitaux privés», *Le Monde*, 11.07.00
- MOORE Mike, «L'OMC: une garantie pour le progrès économique et social?», *Problèmes économiques*, n° 2675, 02.08.2000
- NICULESCU Maria, «L'internationalisation, un atout pour les pays en transition économique», communication mai 1999, Notes bleues de Bercy, «L'investissement étranger à l'Est», 16.10.1996
- OCDE rapport, «Les privatisations dans les pays d'Europe Centrale et Orientale et dans l'ex-URSS», *Tendances et Politiques de Privatisations*, vol. 11, n° 1, 1994
- OTAN, «Comment rendre compte de la transition à l'Est», Colloque de Bruxelles de juin 1995
- PORTES Richard, «Transformation traps», *The Economic Journal*, Oxford, GB, septembre 1994
- Rapport annuel sur l'Emploi dans le Monde 1998-99 BIT
- Rapport annuel de l'OMC, «Reprise du commerce international mais des disparités régionales», 2000
- ROUSSELET Kathy, «Les modes d'adaptation de la société russe», *Politique Etrangère*, 1996-1997
- TIRAPOLSKY Anita, «La formation de capital dans les pays de la CEI», *Le courrier des pays de l'Est*, mai 2000, n° 1005
- SGARD Jérôme, «Pologne: les recettes du bon élève», *Le Monde*, 09.09.1997
- SGARD Jérôme, «De la nécessité du droit et de l'Etat dans le passage à l'économie de marché», *Esprit*, mai 1995
- WILD Gérard, «Ce qui a été réalisé en Russie exclut tout retour en arrière», *Le Monde*, 08.09.1998

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Investissement:

6 milliards de dollars entre 1990-2000.

Modalités d'entrée:

alliances, prises de participation, achats à 100 %, créations ex nihilo.

Motifs:

baisse du coût de production:

main-d'œuvre moins chère
équipements moins coûteux
avantages fiscaux

ex: 1 voiture réalisée en Pologne revient 4 fois moins chère qu'en Corée.

Débouchés:

actuels: UE, PECO

futurs: UE, PECO, CEI, pays Baltes, Chine....

Impulsions:

GM et OPEL

VW

FIAT

DAEWOO

POLOGNE

(+ 1 million de véhicules en 2001)

FIAT-FSM (350000

véhicules dont 50 %exportés)

DAEWOO-FSO-FS

rapprochement avec GM pour équipementier

GM création en 1998

filiale: DAS Delphi Automotive Systems

Équipementier+centre régional de recherche

VW-SKODA

association prévue avec SIEMENS

Équipementier

FORD

assemblage

Concurrence de type oligopolistique

Essaimage: nbx sous-traitants

TCHEQUIE (+ 400000 véhicules en 1999)

VW-SKODA dont 70 % exportés
avec équipementier BOSCH-SIEMENS
Monopole
Essaimage: nbx sous-traitants

HONGRIE

SUZUKI
GM-OPEL Equipementier commun:
UNITED TECHNOLOGIES

SLOVAQUIE

§VW-BAZ BRATISLAVA dont 95 % exportés

Stratégie des constructeurs:

être parmi les 10 constructeurs restants en 2000:
réaliser des plates-formes communes de production pour
plusieurs marques:

ex: VW (70 % de la valeur du véhicule) pour:
TOLEDO de SEAT, GOLF 4, AUDI 3, SKODA
OCTAVIA, NEW BETTLE

établir des bases régionales:

ex: GM en Pologne

intégrer les sites locaux ou régionaux dans les réseaux
mondiaux
(approvisionnement, production, distribution)